

La politique est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde.

Paul Valéry

Le premier objectif de ce texte est de démystifier l'atome, mais il est bien évident que, compte tenu des intérêts économiques en jeu, une telle entreprise débouche sur une affaire politique. Pour avoir une idée de l'importance politico-financier du nucléaire, rappelons qu'une centrale<sup>(x)</sup> nucléaire de 1000 MWe vaut de l'ordre de 1,5 milliard de Francs (début 1975). Il y a actuellement 8 centrales nucléaires en service (EDF 1, 2, 3 ; St Laurent 1, 2 ; Bugey 1 ; Chooz ; Phénix) fournissant au maximum 2880 MWe et en réalité à peu près la moitié de cette puissance (51% en 1974). Entre 1974 et 1977, il est prévu de lancer la construction de 25 centrales de 1000 MWe chacune : mise en service entre 1979 et 1982 ; entre 1978 et 1980, 18 centrales de 1000 MWe seront lancées : mise en service entre 1983 et 1985. Pour l'an 2000, le plan PEON (Production d'Electricité d'Origine Nucléaire) prévoit environ 200 centrales nucléaires de 1000 MWe chacune réparties sur une quarantaine de sites. Le coût du programme des travaux prévus jusqu'en 1980 dépasse les 100 milliards de Francs, car il faut inclure : l'usine d'enrichissement de l'uranium de Tricastin (9 milliards) plus ses 4 centrales qui doivent l'alimenter en énergie, les usines de traitement des déchets de la Hague (0,7 milliard de F) et de Marcoule qui doivent être agrandies.

L'histoire de l'énergie en France est brève : en 1828, 95% des hauts fourneaux sont encore au bois ; puis vient l'ère du charbon. Au début, l'exploitation des mines de charbon est une affaire privée. Lorsque les bénéfices des charbonnages diminuent avec l'arrivée massive du pétrole, les propriétaires ne se font pas prier pour lâcher le morceau (nationalisation des houillères en 1946) moyennant une large indemnité<sup>(+)</sup>. La distribution de l'électricité n'étant plus rentable non plus - surtout dans les campagnes - l'EDF est nationalisée sans douleur en 1946. Toutefois, les grandes entreprises ont au moins à cœur de fournir la matière première et "encouragent" aussitôt l'administration vers le "tout pétrole". Aujourd'hui, les nations exportatrices veulent gérer leur pétrole et s'approprient les puits ; il ne reste qu'une ressource aux capitaux disponibles : pousser au nucléaire. Voici au moins des investissements sans risques : l'industrie privée fournit les centrales et le combustible et l'entreprise nationale assume les risques inhérents à leur fonctionnement.

---

(x) Comme dans le cas des centrales classiques, une centrale désigne ici l'ensemble : réacteur (chaudière) + turbine + alternateur ; s'il y a plusieurs centrales sur un même site, on parlera d'un "groupe de centrales".

(+) De la même façon et pour les mêmes avantages, les propriétaires des Chemins de Fer avaient déjà lâché leur proie menacée par l'automobile en 1938.

Le lecteur diplômé d'une Ecole Autoritaire en conclura - peut-être trop rapidement - qu'il faudrait nationaliser tout. Je ne le crois pas : la mégalomanie des chefs communistes n'a rien à envier à celle des dirigeants capitalistes. Les méfaits de la centralisation politique ou économique (monopoles) sont trop bien connues pour qu'il soit utile d'y revenir.

---

L'ambition des particuliers augmente avec la puissance de l'Etat ; la force des partis avec l'importance du but qu'ils se proposent. Rien n'est si contraire au bien-être et à la liberté des hommes que les grands Etats.

Alexis de Tocqueville  
Eloge du Fédéralisme

---

Comment s'insère le problème du nucléaire dans notre société ? Pour voir la réponse avec un peu de recul, il suffit d'observer le phénomène "automobile". Depuis qu'Illich a levé le lièvre, on s'est aperçu que la plupart des automobilistes iraient plus vite et plus loin (et en meilleure santé !) en vélo qu'en voiture, s'ils tenaient compte des heures de travail (et de repos) perdues à l'entretien de cet instrument de prestige. De la même manière, les centrales nucléaires nous fourniront de l'électricité, certes, mais le prix à payer ne sera pas moins lourd, au contraire. Voici les points importants qu'il convient de souligner :

- La qualité de la vie n'est pas évoquée, seuls comptent les résultats "économiques" dont on verra par la suite qu'ils sont, pour le moins, aussi douteux que ceux de l'automobile. On peut à la rigueur consentir au sacrifice de quelques milliers de personnes par an (on l'a bien fait jusqu'à présent pour d'autres professions : mineurs, marins, etc ...) mais, depuis l'explosion du surgénérateur de Chevtchenko<sup>(+)</sup>, on ne peut exclure totalement la contamination irrémédiable d'une région de plusieurs dizaines, voire de plusieurs centaines, de km<sup>2</sup>. Les futurs réfugiés sont-ils d'accord ?
- Compte tenu du danger potentiel que constituent le combustible, les centrales et les déchets, la gestion du nucléaire en général se trouvera non seulement hautement spécialisée mais extrêmement protégée. Comme on peut déjà le constater, dans le cadre des institutions actuelles, le nucléaire échappe à tout contrôle démocratique ; même le rapport de sûreté accompagnant la demande d'installation d'une centrale nucléaire est tenu secret, alors qu'il est public aux USA.

" Tout cela est bien normal dans la conception actuelle de "gouverner" qui repose sur un certain nombre de principes :

- 1/ Il faut faire confiance aux responsables.
- 2/ Le "public" n'existe pas. Il est représenté par l'Administration.
- 3/ La "raison d'Etat" est impérative, c'est à dire que l'application d'une décision gouvernementale prime sur toute autre considération.

---

(+) Le Monde du 19 XI 1974.

Ce mépris du public va très loin :

- . Aucune information véritable.
- . Bien entendu, aucune intervention légale possible du public sur l'implantation d'une centrale nucléaire (sauf sur des aspects de procédure),
- . Enquête d'utilité publique parfaitement ridicule et sans aucune signification ni conséquence,
- . Même le plan ORSEC RAD, qui devrait intéresser au premier chef des populations, est tenu soigneusement secret (ce qui fait qu'on ne sait même pas s'il existe), pour ne pas "faire peur aux gens". Le résultat est que, si on doit l'appliquer un jour, il risque effectivement d'y avoir plus de morts par accident du fait de l'évacuation des populations que par radioactivité.

D'autre part, le manque de contre-poids aux décisions gouvernementales par l'absence totale de moyens et de volonté d'intervention de la part du Parlement font que la "confiance aux responsables" est de plus en plus limitée (les protestations "inutiles" d'un certain nombre de fonctionnaires de l'Environnement vis à vis de l'implantation des centrales nucléaires en sont un exemple frappant). Ajoutons à ceci l'impossibilité pour les fonctionnaires et les agents du secteur public et nationalisé de façon plus générale (CEA, EDF par exemple) de s'exprimer en tant que personnes indépendantes sous peine de pressions ou de sanctions au sein de leur profession."

L'électronucléaire en France  
SNPEA - CFDT

La "protection" de cette activité ne peut évidemment pas se concevoir ici sans un renforcement du contrôle policier. Déjà l'activité automobile occupe, sans que l'on trouve à y redire, un quart à un tiers des effectifs policiers. Il en sera de même pour le nucléaire avec, probablement, autant de morts tous les ans : les "bavures". En outre, l'énergie nucléaire étant devenue vitale pour le pays, tout ce qui pourrait perturber son fonctionnement - grèves ou autres - sera interdit. Une grève des Services des Eaux ne pourrait pas paralyser le pays, d'abord parce qu'il y en a plusieurs et d'autre part parce que ses employés pourraient être rapidement remplacés. Il n'en est pas de même pour l'EDF "monopole hyperspécialisé de l'énergie nucléaire". Ce qui justifiera un tri idéologique et psychologique sans précédent pour les membres de la profession : exclusion des voleurs, des psychopathes, des minorités ethniques ou politiques, etc ... ; et, bien entendu, le contrôle policier très strict.

---

Nous refusons un monde où une chance de ne pas mourir de faim s'échange contre la certitude de mourir d'enfer.

.Fleurs de Mai 68.

---

- La concentration, la puissance, la fragilité et la vulnérabilité d'une telle industrie a évidemment des répercussions sur ce qu'il convient d'appeler l'"indépendance nationale". On verra plus loin ce qu'il faut penser de nos ressources nationales en uranium mais, d'ores et déjà, on peut signaler à nos ennemis héréditaires et aux maîtres chanteurs éventuels qu'ils auront beau jeu de couper la France en deux par exemple en s'attaquant aux groupes de centrales mises en place à Chinon et dans le Bugey.

Examinons maintenant de plus près l'attitude des pouvoirs "publics" en France. Le Gouvernement français à la prétention avouée d'être démocratique, d'oeuvrer pour le bien-être de la population qui le paye et d'assurer l'indépendance nationale. Dans une véritable démocratie, si l'on s'en tient au sens des mots, toutes les grandes options nationales devraient être choisies par référendum national après une campagne d'information aussi large que possible dans laquelle les bilans et les alternatives possibles seraient exposées clairement au public. Le moins qu'on puisse en dire est que tel n'est pas le cas en France pour l'énergie nucléaire (ni pour le reste, hélas !).

"Les documents officiels ressemblent plus à une défense et illustration du nucléaire qu'à des dossiers objectifs cherchant à informer l'opinion ... En fait, le seul os à ronger que le Gouvernement laisse à l'opinion est le choix du site<sup>(\*)</sup> des futures centrales ... Nous accusons donc le Gouvernement et ses agences de se livrer à une véritable campagne d'intoxication psychologique, en éludant les problèmes graves<sup>(+)</sup>, parce qu'ils n'ont pas encore de solution, tandis qu'ils mettent en évidence des problèmes partiels tels que la localisation des centrales pour détourner l'attention du public tout en divisant l'opinion".

Conférence de presse du 6.3.75 des physiciens organisateurs de l'appel à l'information sur l'énergie nucléaire (Appel des "400")

Ainsi l'information "démocratique" aujourd'hui se ramène donc à des techniques de persuasion plus ou moins brutales<sup>(x)</sup>. Quel que soit le sujet, l'Etat pense pour vous et sait mieux que vous ce qui vous convient. Comment ne pas apercevoir déjà "Le Meilleur des Mondes" d'Aldous Huxley : tous robots et heureux de "vivre".

Le bien-être de la population n'est pas mieux assuré. Comme l'Armée, l'Etat s'accorde un certain pourcentage (dont il fixe lui-même le taux) d'accidents dans la population. Les enfants qui ont grandi entre 1960 et 1963, période des essais thermonucléaires dans l'atmosphère des américains et des russes, ont 40 fois plus de Strontium-90<sup>(≠)</sup> (radioactif !) dans les os que les adultes. Peu de gens le savent en France parce que les

(\*) Référendum au niveau des communes - préalablement dépossédées de toutes ressources financières et facilement éblouies par les quelques redevances accordées par l'EDF - alors que le danger s'étend sur des départements entiers.

(+) Par exemple : l'absence d'un système de secours pour le refroidissement du coeur et de solution pour le stockage des déchets à longue durée de vie.

(x) La vente des tranquillisants et des cigarettes augmente plus vite que les effectifs de la police !

(≠) Chiffres anglais, d'après Escoffier-Lambiotte du journal "Le Monde", mais il en est évidemment de même pour tous les habitants de l'hémisphère Nord.

propres essais français exigent une réserve pudique. Comme on le verra plus loin et contrairement à ce que prétend Louis Neel prix Nobel de physique<sup>(x)</sup>, il sort beaucoup de produits dangereux de la cheminée d'une centrale nucléaire (sinon pourquoi les faire si hautes ?). Des quantités énormes de tritium et autres produits radioactifs sont rejetés avec l'eau de refroidissement du réacteur à tel point que le Ministre Belge de la Santé crût bon de protester voici quelques années contre les rejets dans la Meuse de la centrale de Chooz. Enfin, lorsque lasse de réchauffer et de contaminer les rivières, l'EDF construira des tours de refroidissement (évaporation : environ 2250 m<sup>3</sup> d'eau par heure pour une centrale de 1000 MWe<sup>(+)</sup>), sans parler des transformations climatiques, où pensez-vous que retombera le tritium emporté dans le brouillard produit ? Inutile de se leurrer, l'irradiation et la contamination du personnel et de l'environnement sont générales le long du cycle industriel de l'uranium, depuis l'extraction du minerai jusqu'à la dispersion lente mais sûre des déchets radioactifs impossibles à surveiller. Ceci, pour ne mentionner que la pollution "normale". Faute de pouvoir la contrôler, la pollution accidentelle est comparée aux calamités naturelles<sup>(≠)</sup> et, comme telles, décrétées fort peu probables et impossibles à éviter. Comme l'accident qui eu lieu en 1957 au réacteur de Windscale (Angleterre) au cours duquel la radioactivité dégagée atteignit 1/10e de celle de la Bombe d'Hiroshima (entre autres, 20 000 curies d'Iode-131). La consommation de lait fut interdite dans un rayon de 50 km et 600 000 litres furent jetés chaque jour. A Londres (500 km de Windscale), la radioactivité atteignit 20 fois la valeur de la radioactivité naturelle et le nuage radioactif parvint jusqu'au Danemark.

Il est de bon ton de s'étonner de la crédulité de primitifs ou même de celle des auditeurs de la propagande nazie de Goebbels, mais la grossiereté des mensonges qui nous sont adressés aujourd'hui sans démentis n'est pas moins étonnante. Un illustre inconnu "responsable" à l'EDF déclarait récemment (Mars 75) qu'aucune centrale n'avait jamais explosée, plus d'un an après l'explosion<sup>(\*)</sup> du surgénérateur russe de Chevtchenko en automne 1973 : fuite de sodium et explosion chimique sodium-eau dans le circuit de refroidissement. Quand on sait qu'il y avait 165 m<sup>3</sup> de sodium liquide dans le coeur, que l'incendie a été observée par satellite et par les voyageurs d'un avion Tachkent-Copenhague, il ne pouvait pas s'agir d'un feu de cheminée. Que sont devenus les quelques 950 kg d'uranium et les milliards de curies de radioactivité du coeur ? L'information n'est hélas pas mieux faite

---

(x) Pour des études sur le magnétisme, par sur le nucléaire. Cet éminent savant est maintenant Président d'un vague "Conseil Supérieur de Sûreté Nucléaire". Honni soit qui mal y pense.

(+) Actes du Symposium international "La radioécologie appliquée à la protection de l'homme et de son environnement". Commission des communautés Européennes. Rome 7.10 Sept 71 Page 697.

(≠) Ce qui n'empêche pas l'existence d'un plan de secours ORSEC-RAD, tenu secret probablement pour éviter la panique autour des centrales.

(\*) Le Monde du 19 Xl 74.

ici que là-bas. Dommage que l'accident n'ait pas eu lieu aux USA, la presse capitaliste pourrie à scandales nous aurait mieux renseignée.

D'aucuns et en particulier les communistes, pensent que la nationalisation des industries résoudreait les problèmes de pollution qui seraient dûs, selon eux, à l'action pernicieuse de groupes de pression plus soucieux de rentabiliser leurs capitaux que du bien-être des populations. Ce serait merveilleusement simple si c'était vrai. Inutile peut-être de revenir sur l'accident du réacteur de 350 MWe de Chevtchenko, alors que la technologie russe est au moins aussi avancée que la nôtre (l'URSS envoie des satellites dans l'espace, la France et l'Europe en sont incapables) et que nul souci de rentabilité ne vient les troubler. L'industrie du tabac qui rapporte à l'Etat plus de 6 milliards de F (1974), est l'exemple type d'une activité nuisible/bien que "nationalisée", gérée dans le plus pur style démagogique. Son action néfaste est passée sous silence bien qu'il y ait près de 20 000 morts par an (cancers des voies respiratoires et affections cardio-vasculaires) dûs à l'usage du tabac. A l'étranger où les fabricants sont des entreprises privées<sup>(x)</sup>, les Etats ont réussi à leur imposer de signaler le danger sur les paquets de cigarettes, ce que fait d'ailleurs aussi l'Etat français lorsqu'il vend ses cigarettes à l'extérieur, mais pas à l'intérieur. Pourquoi ? Peur de créer la panique ? Par souci d'objectivité scientifique, comme pour le nucléaire ? Bien entendu, loin des vœux pieux des moralistes officiels "responsables", les conséquences en sont évidemment supportées par l'ensemble des cotisants à la Sécurité Sociale. Un monopole qu'il soit privé ou d'Etat est un crime contre la liberté, le monopole du tabac doit être brisé et le tabac taxé de manière à couvrir exactement les frais médicaux qu'il engendre. On pourrait d'ailleurs faire le même procès à l'Etat pour l'alcool (alcoolisme : plus de 60% des lits d'hôpitaux) dont il empêche les taxes alors que les frais sont aussi à la charge des cotisants à la SS.

Ici encore le Gouvernement, hier Tartempion aujourd'hui Giscard, décide seul de ce qui nous convient le mieux et nous fait supporter les conséquences de ses mauvaises actions. A quand des référendum du type :

- Etes-vous pour ou contre la construction du Concorde qui implique une augmentation de vos impôts directs et indirects de 5% pendant 15 ans ?
- Désirez-vous une armée dont le coût augmenterait vos impôts de  
 0% (pas d'armée du tout) ,  5% ,  10% ,  15% ou  20% .

Cochez la case correspondante.

A quand l'initiative populaire du référendum ?

---

(\*) Combat du 26 Sept 1972 citant les professeurs Lenègre et Denoix. Comparez aux quelques morts par an par les drogues dures (héroïne, LSD, etc ...) et aux zéro morts du haschich ou marijuana ; mais ces drogues ne repportent pas de taxes, il faut donc les combattre.

(x) Ce n'est pas une défense de l'industrie privée, mais un exemple du fait que l'Etat peut être plus malfaisant qu'un autre groupe moins puissant.

Si la démocratie et le bien-être public sont allègrement foulés aux pieds par des gouvernants "vendus", certains et en particulier la "droite" pensent qu'un monarque quelconque -fut-il élu - aura au moins à coeur de défendre l'indépendance nationale, de défendre SON propre bien. Hélas, l'Histoire fourmille d'exemples de gouvernements s'alliant, de gré ou de force, avec des groupes ou des gouvernements étrangers pour mettre en coupe réglée, sinon à feu et à sang, leur propre pays ; et ce n'est pas aujourd'hui, à l'ère des Sociétés Multinationales et des Idéologies Autoritaires qu'on nous démentira. Ainsi, en ce qui concerne l'indépendance nationale, tomber de la dépendance des pétroliers arabes ou autres dans celle de Westinghouse ou de General Electric ne me paraît pas être un progrès considérable. D'autre part, avec les 60 000 tonnes de réserve de minerai d'uranium comptées dans le sol de l'Hexagone - minerai que nous envoyons d'ailleurs aux USA ou en URSS pour l'enrichissement<sup>(\*)</sup> - l'indépendance nationale me paraît fortement compromise,<sup>(x)</sup> si tant est qu'elle est souhaitable ou qu'elle existât jamais. Nous montrerons plus loin comment le programme de construction des centrales nucléaires, loin de nous affranchir des pétroliers, augmentera notre consommation de pétrole jusqu'au moins les années 90 tout en réduisant la part d'énergie disponible à la consommation. Il nous faut donc déchanter quant à l'idée d'indépendance nationale. Et, si les investissements gigantesques qu'impliquent un tel programme auraient pu être autrement employés que ce soit par la réduction du gaspillage dans la fabrication de gadgets inutiles ou dans l'utilisation massive d'autres sources d'énergie disponible -solaire, géothermique, éolienne, hydraulique, marémotrice et autres - vous ne le saurez pas, votre Gouvernement a "démocratiquement" choisi pour vous.

L'énergie atomique n'est ni nécessaire ni suffisante au bonheur de l'humanité comme voudraient le faire croire les technocrates. Cependant, compte tenu des ressources et des dimensions finies de la planète Terre, c'est tout un mode de vie qui devra être remis en cause. Si, comme le veut le très prolifique Debré, nous devons être plus nombreux que les petits Chinois pour défendre avec succès la mère patrie, et si, comme le veulent les communistes, nous devons avoir chacun une machine à laver et une voiture (comme en Russie ?) ; alors l'énergie nucléaire est peut-être nécessaire, mais je préfère ne pas vivre dans ce monde là.

---

(\*) L'Usine du Tricastin du Consortium EURODIF (procédé de diffusion gazeuse) fournira 47% des besoins français. Des contrats ont été signés pour le reste avec les USA, l'URSS, le Japon, l'Australie et le Canada. Bogaerdt le PDG d'URENCO, le consortium (anglo-germano-hollandais) concurrent en Europe qui a adopté le procédé de centrifugation, dit de la diffusion gazeuse : "un procédé démodé, tout au plus une solution d'appoint."

(x) D'après N. Vichney (le Monde du 14 III 74), les stocks français seraient épuisés en 77.